

L'INVESTISSEMENT LE PLUS JUDICIEUX :

UN CADRE DE RÉFÉRENCE POUR L'ENGAGEMENT DES ENTREPRISES EN FAVEUR DE L'ÉDUCATION



Initiative commune de l'UNESCO, de l'UNICEF, du Pacte mondial des Nations Unies et de l'Envoyé spécial des Nations Unies pour l'éducation mondiale

Introduction

Le Cadre de référence pour l'engagement des entreprises en faveur de l'éducation est une initiative commune de l'UNESCO, de l'UNICEF, du Pacte mondial des Nations Unies et de l'Envoyé spécial des Nations Unies pour l'éducation mondiale.

C'est un appel lancé à toutes les entreprises du globe afin qu'elles contribuent à tenir l'engagement pris à l'échelon mondial d'universaliser l'éducation et d'offrir à tous des chances d'accéder à une éducation de qualité. Dans son rapport intitulé *Global Corporate Sustainability Report 2013*, le Pacte mondial des Nations Unies – qui, avec plus de 7 500 participants du secteur privé à travers toute la planète, constitue le plus vaste rassemblement d'entreprises autour des valeurs de la durabilité – conclut que le monde des affaires est au clair : **l'éducation se situe aux tout premiers rangs de l'ordre des priorités.**

Élaboré au moyen de consultations internationales avec des entreprises, des universitaires, des organisations non gouvernementales, l'Organisation des Nations Unies, le grand public et des gouvernements, le Cadre de référence s'appuie sur les tout derniers résultats de la recherche relative aux investissements des entreprises dans le domaine de l'éducation, les bonnes pratiques en matière d'éducation internationale et l'expérience concrète des sociétés qui ont conclu des partenariats avec le secteur public et qui ont adapté leurs politiques entrepreneuriales pour contribuer à améliorer les acquis de l'apprentissage.

Le propos du Cadre de référence est d'inciter le secteur privé à s'engager plus avant et d'accélérer les progrès dans le domaine de l'éducation.

À qui s'adresse le Cadre de référence ?

Conçu dans une perspective très large, le Cadre de référence sera utile à toutes les entreprises, grandes et petites, publiques et privées, appartenant aux branches d'activité les plus diverses. Il s'adresse à ceux qui les dirigent et aux services chargés de la stratégie, de la commercialisation ou du développement des activités économiques, mais aussi aux fondations d'entreprise.

Les compagnies qui envisagent d'investir pour la première fois dans l'éducation et qui ont besoin d'une étude de rentabilité pourront largement s'en inspirer. Le Cadre servira également de guide à celles qui agissent déjà en faveur de l'éducation et qui cherchent à optimiser leurs pratiques.

En soutien à



Global Education First Initiative

The UN Secretary-General's Global Initiative on Education

Remerciements

Les organisations partenaires sont reconnaissantes aux nombreuses parties prenantes du monde des affaires, de la société civile et des organisations internationales de leur précieuse contribution à l'élaboration du Cadre de référence.

Elles savent gré tout particulièrement à la Coalition mondiale des entreprises pour l'éducation de son ferme soutien et de sa participation active.

Les organisations partenaires ont été représentées comme suit :

L'UNESCO, par : Theophania Chavatzia, Elizabeth Fordham, Vibeke Jensen, Olav Seim

L'UNICEF, par : Sally Burnheim, Estelle Langlais Al-Mahdawi, Hiba Frankoul, Colleen Galbraith, Morgan Strecker, Mark Waltham

Le Pacte mondial des Nations Unies, par : Jonas Haertle, Naoko Kimura, Edward Mackle, Tanya Malik, Ursula Wynhoven

L'Envoyé spécial des Nations Unies pour l'éducation mondiale, par : Justin van Fleet

Équipe chargée de la gestion du projet : Edward Mackle et Naoko Kimura

Consultant principal : Kevin Kalra

Avertissement : La présente publication est conçue à des fins strictement éducatives. Le fait qu'une entreprise soit nommée désignée ou qu'elle soit citée à titre d'illustration n'implique aucune prise de position des partenaires ni des auteurs à son sujet. Les informations contenues dans la publication peuvent être reproduites et utilisées à condition que la source soit citée.

Copyright © 2013

TABLE DES MATIÈRES

Message aux entreprises	4
L'investissement éducatif, c'est maintenant	6
L'analyse de rentabilité	8
Faire converger les priorités des entreprises et celles de l'éducation	10
Un processus d'engagement en trois parties	12
Encourager l'innovation éducative	14
Réduire les risques opérationnels	18
Améliorer la prééminence de la marque et la notoriété de l'entreprise	20
Doper le moral et améliorer la rétention des salariés	24
Valoriser les capacités des futurs salariés	28
L'état de l'éducation : faits et chiffres	31
Annexe I : Objectifs mondiaux en matière d'éducation	32
Annexe II : Sources d'information	33

“ Nous ne pouvons pas tolérer que des jeunes grandissent sans acquérir les connaissances, les compétences et les dispositions nécessaires pour devenir des membres productifs de la collectivité.

Nos sociétés ne peuvent pas se le permettre. Et les entreprises non plus.

Le monde des affaires a besoin d'une main-d'œuvre compétente, capable de faire preuve d'imagination et d'innover.

...Or, investir dans l'éducation est le moyen de former une génération de personnes compétentes dont les revenus comme la demande de biens et des services iront croissant – ce qui créera de nouveaux marchés et ouvrira de nouvelles perspectives de croissance.

...La philanthropie du secteur privé est d'une importance critique, mais il faut que davantage d'entreprises réfléchissent à l'impact que leurs politiques et leurs pratiques économiques et commerciales peuvent avoir sur les priorités de l'éducation.

L'investissement n'a pas de secret pour vous. Les résultats financiers sont votre préoccupation quotidienne. Vous connaissez les retombées économiques à attendre de l'éducation. ”

*Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies*



L'INVESTISSEMENT ÉDUCATIF, C'EST MAINTENANT

Pourquoi maintenant ?

Soixante-six pour cent des responsables interrogés dans le cadre de la 14^e Enquête mondiale annuelle de PricewaterhouseCoopers auprès des directeurs généraux d'entreprise ont indiqué que le principal défi qu'ils ont à relever en matière de talents est l'insuffisance de candidats à l'emploi dotés des compétences requises.¹ De même, le tiers des 38 000 employeurs qui ont participé à l'enquête 2012 du groupe Manpower sur la pénurie de talents ont déclaré ne pas parvenir à pourvoir les postes vacants en raison d'un manque de compétences techniques et de qualifications spécialisées.² L'éducation est fondamentale pour l'acquisition des mécanismes de la lecture, de l'écriture et du calcul, de l'aptitude à résoudre les problèmes et de l'esprit critique nécessaires aux titulaires des emplois de demain.

Il existe une crise mondiale de l'apprentissage

Il y a encore dans le monde plus de 57 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire qui ne sont pas scolarisés.³ La moitié d'entre eux vivent dans des zones touchées par des conflits.⁴ Plus de 69 millions d'adolescents ne font pas d'études – primaires ni secondaires.⁵ Depuis trois ans, le nombre des uns et des autres ne diminue guère, et certains pays n'enregistrent plus de progrès, ou connaissent même une régression. Malgré l'affirmation internationale du droit à l'éducation, des enfants, des jeunes et des adultes sont encore privés des chances d'accéder à un apprentissage de qualité.

De surcroît, même les enfants et les jeunes qui fréquentent l'école sont souvent loin d'acquérir les connaissances voulues. Deux cent cinquante millions d'enfants en âge de faire des études primaires, dont 130 millions ont déjà passé quatre ans sur les bancs de l'école, ne savent ni lire ni écrire.⁶ Quelque 774 millions d'adultes – des femmes pour les deux tiers – ne savent ni lire ni écrire.⁷

La situation est aggravée dans les pays victimes de conflits. Les hostilités et les situations d'urgence ont pour effet d'interrompre l'éducation de nombre d'enfants, qui ne reprennent plus ensuite le chemin de l'école. La pénurie de services éducatifs hypothèque le développement économique et compromet la stabilité sociale.⁸

Les possibilités qui s'offrent au secteur privé de contribuer à l'amélioration de l'éducation à travers le monde sont considérables. Si nous n'agissons pas, nous risquons de voir les inégalités se creuser et laisserons en friche les aptitudes de millions de personnes à gérer notre avenir collectif. Les régions en développement comptent aujourd'hui plus d'un milliard de jeunes âgés de 15 à 24 ans, qui forment en gros le sixième de la population mondiale.⁹ Ne pas investir suffisamment dans une éducation de qualité, c'est laisser se créer dans le monde un nombre sans précédent de personnes dépourvues des savoir-faire, des connaissances et des dispositions nécessaires pour participer de manière constructive à la vie de la société.

Les investissements du secteur privé dans l'éducation ont aujourd'hui tendance à être faibles, à court terme et non coordonnés.¹⁰ Qui plus est, ils bénéficient souvent à des enfants et des jeunes de sociétés à revenu moyen, et rarement à ceux qui sont les plus marginalisés.¹¹ Il n'existe pas de facteur d'égalité plus puissant que l'éducation : elle offre à tous les enfants, tous les jeunes et tous les adultes des chances de réussir.

Le monde des affaires a joué un rôle moteur dans le progrès d'autres secteurs, comme celui de la santé. L'expérience montre qu'il peut transformer l'éducation et être un partenaire efficace d'une action visant à transformer les systèmes d'éducation et l'apprentissage à travers le monde. Si certaines entreprises donnent déjà l'exemple d'un engagement efficace, le cadre proposé ici peut en aider d'autres à contribuer au progrès vers la réalisation des objectifs mondiaux en matière d'éducation.



ÉDUCATION ET APPRENTISSAGE : DÉFINITIONS

Éducation

L'éducation est la concrétisation des possibilités d'apprentissage. Elle s'opère à la maison, à l'école ou auprès des membres de votre communauté. C'est un processus qui se déroule tout au long de la vie.¹²

Apprentissage

L'apprentissage est l'acquisition de connaissances, de compétences et de valeurs au moyen de l'éducation ; il est d'une importance déterminante pour l'autonomisation et la réussite tout au long de l'existence.¹³ Il se déroule à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de l'école.¹⁴

L'ANALYSE DE RENTABILITÉ

L'éducation est un investissement judicieux non seulement pour la société mais aussi pour les entreprises. Elle dote les personnes de connaissances et de savoir-faire d'une importance décisive pour le développement durable et pour la croissance économique. Faire en sorte que tous les enfants, les jeunes et les adultes aient la possibilité de mettre en valeur toutes leurs aptitudes est un enjeu majeur pour le monde des affaires.¹⁵

Améliorer l'accès des enfants, des jeunes et des adultes à l'éducation et à un apprentissage de qualité, c'est :

- **Construire des sociétés durables.** L'éducation améliore la durabilité sociale, économique et environnementale à long terme en développant les compétences nécessaires au XXI^e siècle – esprit critique, communication et aptitude à résoudre les problèmes, par exemple – et la citoyenneté mondiale. Elle est également liée à l'émergence de sociétés plus pacifiques, plus stables et exemptes de conflits, ce qui facilite l'activité économique et commerciale.
- **Épargner des vies.** Une main-d'œuvre en bonne santé contribue à l'instauration d'un environnement économique stable. Ces quarante dernières années, le développement de l'éducation des femmes a prévenu le décès de plus de quatre millions d'enfants.¹⁶ Si tous les enfants terminaient leurs études primaires, il y aurait chaque année 700 000 cas de VIH/SIDA en moins.¹⁷
- **Promouvoir la croissance économique.** Faire faire à tous les enfants des études primaires tout en élevant le niveau de l'apprentissage pourrait majorer de deux points de pourcentage la croissance annuelle des pays à faible revenu.¹⁸ Si tous les élèves de ces pays acquéraient les mécanismes élémentaires de la lecture, 171 millions de personnes pourraient échapper à la pauvreté, si bien que celle-ci reculerait de 12 % à travers le monde.¹⁹ La recherche révèle que chaque dollar investi dans l'éducation d'un enfant en rapporte 53 à une entreprise au moment de la première embauche.²⁰
- **Renforcer la main-d'œuvre locale.** L'éducation assure la mise en valeur du capital humain nécessaire pour pouvoir disposer d'une main-d'œuvre qualifiée, améliorer la productivité et dynamiser la croissance de l'activité économique et commerciale.
- **Élargir les débouchés.** Investir dans l'éducation permet d'ouvrir de nouveaux marchés et de conquérir de nouvelles clientèles. Les consommateurs indiquent qu'ils sont disposés à rétribuer les marques socialement responsables en achetant leurs produits.²¹ De plus, les actionnaires des entreprises publiques attendent de celles-ci qu'elles gèrent leur impact social.
- **Améliorer les salaires.** L'éducation est liée à une élévation des salaires et à une accélération de la croissance économique. Une année de scolarité supplémentaire peut majorer de 10 à 20 % le salaire perçu par une femme.²² Cela a pour effet d'augmenter le revenu disponible dans la société pour l'achat de biens et de services, tout en renforçant l'autonomie des femmes au sein de la famille et de la collectivité.



POUR S'ENGAGER

LA COALITION MONDIALE DES ENTREPRISES POUR L'ÉDUCATION

La Coalition mondiale des entreprises pour l'éducation est une organisation orientée vers l'action qui rassemble des chefs d'entreprise résolus à permettre à tous les enfants du monde de bénéficier d'une éducation de qualité. Ses membres ont la conviction que, grâce aux atouts que leur confère leur activité principale, à leur sens des responsabilités sociales et à leur philanthropie, ils disposent de puissants moyens d'élargir les chances d'éducation pour tous dès lors qu'ils agissent en collaboration avec les pouvoirs publics et d'autres parties prenantes.

Comment s'engager ? Les entreprises qui adhèrent collaborent entre elles pour maximiser leur impact dans l'espace éducatif. Elles unissent leurs forces à celles d'organisations éducatives et, le cas échéant, de gouvernements pour contribuer à offrir une éducation de qualité. La Coalition mondiale des entreprises pour l'éducation assure aussi aux entreprises qui en sont membres l'accès à des connaissances spécialisées et aux résultats les plus récents de la recherche sur la participation du monde des affaires à l'éducation.

FAIRE CONVERGER LES PRIORITÉS DES ENTREPRISES ET CELLES DE L'ÉDUCATION

Qu'une entreprise s'engage pour des raisons philanthropiques ou qu'elle soit mue par des considérations commerciales, ses activités, si elles sont bien menées, peuvent créer des valeurs communes et servir les objectifs de l'éducation.²³

Les entreprises peuvent participer à l'éducation de différentes manières (figure 1). Elles peuvent intervenir dans les sphères d'influence ci-après.²⁴

L'activité principale

Dans les collectivités où elles opèrent, les entreprises peuvent s'attacher à relever les défis de l'éducation par des initiatives qui s'inscrivent dans le cadre de leur activité principale, notamment de leurs politiques relatives aux ressources humaines et à l'approvisionnement ainsi qu'à la mise au point de produits et de services. En adoptant une perspective à long terme lorsqu'elle intervient dans le domaine de l'éducation, l'entreprise exerce une influence durable chaque fois qu'elle investit dans l'infrastructure éducative et dans la formation de la main-d'œuvre.

L'investissement social et la philanthropie

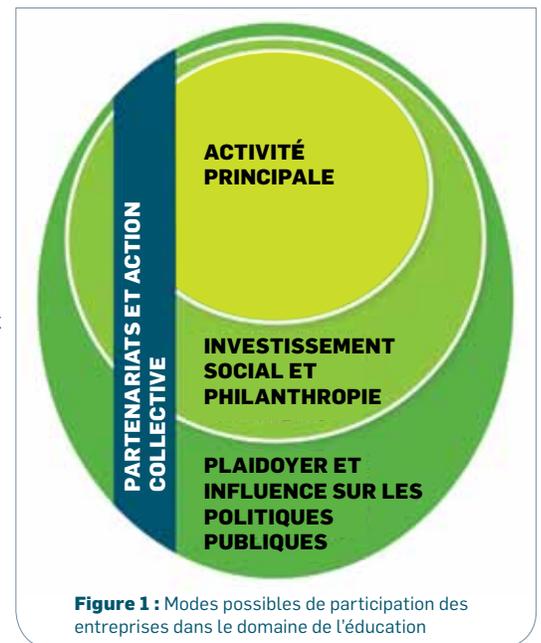
L'entreprise apporte un soutien financier à des institutions multilatérales, des collectivités et des organisations non gouvernementales pour des programmes d'éducation et de renforcement des compétences. Elle apporte également le bénéfice de son expertise par du bénévolat, en pilotant des activités et en mettant des talents à disposition. Elle peut lier l'investissement social à son activité principale pour prendre des initiatives durables dans l'espace éducatif.

Le plaidoyer et l'influence sur les politiques publiques

Les entreprises peuvent identifier des défis à relever dans le milieu où elles opèrent – l'insuffisance de pépinières de talents, la pénurie de services d'éducation de base pour les enfants de leurs salariés ou l'insécurité des espaces d'apprentissage, par exemple – et réagir en influant sur les politiques publiques. Elles ont un poids politique considérable et peuvent appeler l'attention collectivement sur les défis à relever dans le domaine de l'éducation.

Les partenariats et l'action collective

Si les entreprises peuvent apporter – et apportent en effet – par elles-mêmes des contributions à l'éducation, c'est au sein de partenariats qu'elles peuvent intervenir le plus efficacement. Elles ont la possibilité de participer à des initiatives éducatives mondiales, à la faveur d'une large gamme de partenariats avec les gouvernements et avec les organisations spécialisées dans le domaine de l'éducation.





POUR S'ENGAGER

PARTENARIAT MONDIAL POUR L'ÉDUCATION

Le Partenariat mondial pour l'éducation est un partenariat public-privé multilatéral qui se propose d'offrir une éducation de qualité à tous les garçons et les filles de près de 60 pays, et en particulier aux plus pauvres et aux plus vulnérables d'entre eux. Il réunit des administrations nationales, des organisations internationales, des entreprises et fondations du secteur privé, des enseignants, des organisations non gouvernementales et des groupes de la société civile afin de mettre en œuvre des plans d'éducation rationnels et de coordonner les ressources en vue de l'application efficace de ces plans. Ces dernières années, le Partenariat mondial pour l'éducation a mobilisé plus de 3,5 milliards de dollars des États-Unis, aidé près de 19 millions d'enfants non scolarisés à aller à l'école, soutenu la construction de plus de 37 000 salles de classe, et formé plus de 400 000 enseignants.²⁵

Comment s'engager ? Les entreprises et les fondations du secteur privé sont encouragées à mettre leur expertise au service de l'élargissement de l'accès à l'éducation de base et de l'amélioration de celle-ci. Celles qui souhaitent le faire peuvent s'adresser au secrétariat du Partenariat mondial ou, à l'échelon local, participer au groupe local des partenaires de l'éducation.

UN PROCESSUS D'ENGAGEMENT EN TROIS PARTIES

Le Cadre de référence pour l'engagement des entreprises en faveur de l'éducation est un processus en trois parties qui vise à faire faire des bénéfices à l'entreprise tout en assurant des avancées vers la réalisation d'objectifs éducatifs. Les trois parties ne sont pas autant d'étapes à suivre nécessairement dans un ordre chronologique. Ainsi, une entreprise souhaitera peut-être consulter des spécialistes pour procéder à l'analyse de rentabilité, ou faire cette analyse sur la base d'un ensemble d'activités qu'elle mène déjà dans le cadre de ses opérations économiques ou commerciales.

Dans tous les cas, cependant, les trois composantes du processus sont la pierre angulaire d'une participation efficace.

1

Procéder à l'analyse de rentabilité

PARTIE 1 : Procéder à l'analyse de rentabilité

Déterminer une raison de s'engager en faveur de l'éducation qui réponde à la croissance à long terme et à la stratégie commerciale de l'entreprise tout en tenant compte des enjeux liés pour elle à l'investissement social. L'analyse de rentabilité repose sur un certain nombre de facteurs de l'activité de l'entreprise qui orientent l'investissement éducatif. Ces facteurs font que la participation à des activités éducatives, en générant de la croissance, en abaissant les coûts ou en augmentant les profits, est source de bénéfices pour l'entreprise.

Ces facteurs sont notamment* :

1. **L'encouragement de l'innovation éducative**
2. **La réduction des risques opérationnels**
3. **L'amélioration de la prééminence de la marque et de la notoriété de l'entreprise**
4. **L'amélioration du moral et de la rétention du personnel**
5. **La mise en valeur des capacités des salariés futurs**

* Il s'agit là de cinq facteurs de convergence entre l'avancement de l'éducation et les intérêts de l'entreprise. La liste des activités correspondantes n'est pas exhaustive ; les entreprises pourront s'en inspirer pour déterminer les modalités de leur participation à l'éducation.

2

Déterminer les activités

PARTIE 2 : Déterminer les activités qui améliorent l'éducation et qui sont profitables à l'entreprise

Identifier les activités qui sont source de bénéfices pour l'entreprise et qui contribuent à relever les défis de l'éducation en répondant aux besoins locaux.

3

Faire preuve de discernement

PARTIE 3 : Faire preuve de discernement : les plus

Lors de la conception des activités, les entreprises devraient appliquer les bonnes pratiques telles qu'elles ressortent du consensus international et de l'expérience acquise dans le cadre des partenariats multisectoriels. Pareille démarche est la garante d'une participation socialement responsable. Les activités devraient être durables, évolutives et conformes aux priorités gouvernementales. Elles devraient faire l'objet d'évaluations périodiques, destinées à contrôler qu'elles sont efficaces et qu'elles ont l'impact souhaité.

UNE QUESTION DE DISCERNEMENT : LES PLUS

L'éducation est un bien d'intérêt public. Le monde des affaires peut grandement contribuer à renforcer la capacité du secteur public d'améliorer l'accès à l'éducation et la qualité de l'apprentissage.²⁶

La participation responsable est celle qui, dans son fonctionnement, ses stratégies et ses politiques, respecte les principes universels des droits de l'homme.²⁷ Après l'analyse de rentabilité et la mise au point des activités éducatives, il convient d'appliquer les meilleures pratiques pour s'engager dans la voie d'une participation responsable à l'éducation.

La participation responsable s'inspire des recommandations suivantes :

- ☑ **Respecter et soutenir l'éducation considérée comme un droit de l'homme.** L'enseignement primaire devrait être gratuit et obligatoire pour tous les enfants, et chacun devrait pouvoir accéder aux niveaux supérieurs de l'enseignement et de la formation.²⁸ Soutenir les systèmes locaux et nationaux d'enseignement et d'apprentissage, c'est reconnaître que la mise en œuvre du droit à l'éducation incombe aux pouvoirs publics.
- ☑ **Promouvoir l'équité et l'égalité.** Les entreprises devraient faire participer des groupes marginalisés – les filles, les élèves aux besoins physiologiques et cognitifs particuliers, les minorités ethniques, les populations autochtones, par exemple – aux activités éducatives.²⁹ À défaut d'une attention particulière prêtée à ces groupes pour leur assurer un accès équitable à une éducation de qualité, les inégalités risquent de se creuser, avec tous les dangers que cela comporte pour l'environnement économique et le bien-être des collectivités et des nations.
- ☑ **Travailler avec des spécialistes.** Les entreprises peuvent s'engager en faveur de l'éducation dans le cadre de partenariats avec les autorités nationales, l'ONU, des ONG ou d'autres entreprises pour promouvoir les possibilités d'apprentissage. Les bons partenariats donnent des résultats positifs et évitent les doubles emplois. Un dialogue ouvert sur leurs intérêts respectifs renforce la confiance entre les divers partenaires et permet de s'assurer qu'il n'y a pas de conflit entre les besoins des entreprises et les objectifs sociaux.³⁰ Les entreprises peuvent faire l'apport non seulement de moyens financiers, mais aussi de leur expertise, notamment de leurs connaissances techniques, de leurs ressources humaines et de leurs capacités de gestion.³¹
- ☑ **Adopter une démarche axée sur les résultats.** Il convient d'incorporer aux programmes éducatifs des mécanismes de reddition des comptes.³² En collaboration avec des spécialistes de l'éducation, les entreprises peuvent : mettre au point des systèmes de mesure d'impact pour veiller à l'efficacité des activités éducatives, investir dans l'application d'idées qui ont été expérimentées et qui ont fait leurs preuves,³³ transposer les projets à une échelle qui soit viable pour elles et qui assure leur utilité pour la société.³⁴
- ☑ **Se déterminer en fonction des besoins définis par les autorités nationales en matière d'éducation.** Les entreprises devraient dialoguer avec les ministères de l'éducation et les gouvernements pour faire concorder les programmes avec les grands objectifs du système éducatif et les besoins locaux,³⁵ utiliser les plans nationaux de l'éducation et les cadres mondiaux pour déterminer les priorités dans ce domaine, et envisager les moyens d'aider les populations qui ne sont pas prises en compte dans les plans nationaux d'éducation.
- ☑ **Rechercher la durabilité et l'évolutivité.** L'entreprise devrait concevoir des activités dans une perspective à long terme, en identifiant clairement les parties prenantes – pouvoirs publics, ONG, collectivités ou autres entreprises. Des investissements ponctuels et à court terme font naître des espoirs chez les principaux intéressés et peuvent avoir des répercussions défavorables sur certaines populations. Les affectations de ressources devraient être d'un volume suffisant pour, tout à la fois, répondre à l'occasion offerte à l'entreprise et produire les résultats éducatifs escomptés. Il convient d'associer activement la direction de l'entreprise à toutes les initiatives pour assurer son adhésion et garantir la continuité des affectations de ressources.

1

**Procéder
à l'analyse
de
rentabilité**

ENCOURAGER L'INNOVATION ÉDUCATIVE

2

**Déterminer
les activités**

Voici quelques exemples d'activités profitables à l'entreprise et socialement utiles :

- Expérimenter des outils informatiques nouveaux et librement accessibles pour améliorer la prestation des services éducatifs dans les zones reculées.
- Appliquer les méthodes de conception à l'élaboration de matériels éducatifs peu coûteux à l'intention des écoles sans ressources et des collectivités qui se situent au bas de l'échelle.
- Identifier des produits d'avenir en organisant des concours de l'innovation pédagogique à l'intention des entreprises qui opèrent dans le secteur et en commercialisant les idées fécondes.
- Mettre à profit les programmes de formation en entreprise pour créer des formations diplômantes en coopération avec les prestataires de services éducatifs et les pouvoirs publics.
- Mobiliser les capacités d'analyse en vue d'élaborer des instruments de mesure de l'impact des programmes éducatifs.
- Soutenir les méthodes et les outils pédagogiques novateurs qui favorisent l'esprit d'entreprise et les idées nouvelles.

3

**Faire
preuve de
discernement**

Veiller à :

Respecter et promouvoir les droits de l'homme | Favoriser l'équité et l'égalité | Travailler avec des spécialistes | Adopter une approche axée sur les résultats | Agir en adéquation avec les besoins éducatifs définis par les autorités nationales | Rechercher la durabilité et l'évolutivité



Les entreprises peuvent créer de nouvelles sources de revenus en offrant des produits et des services novateurs. Des produits et des services éducatifs efficaces éliminent les obstacles à l'accès qui sont dus par exemple au coût, à l'éloignement et au manque d'infrastructures. Ils améliorent aussi la qualité de l'apprentissage en mettant à disposition tout un éventail de moyens et d'outils de mesure de l'acquisition des connaissances. Les entreprises peuvent appliquer des méthodes de financement novatrices pour expérimenter la viabilité d'idées nouvelles.³⁶

LES TECHNOLOGIES MOBILES AU SERVICE DE L'APPRENTISSAGE DES MATHÉMATIQUES – AFRIQUE DU SUD

Nokia, Finlande (Télécommunications)

Partenaires : Le Gouvernement sud-africain et d'autres sociétés

1 L'analyse de rentabilité. Nokia, fabricant de téléphones, a saisi une occasion de mettre en place un service novateur d'apprentissage des mathématiques en Afrique du Sud en mobilisant son expertise, et en resserrant ainsi ses liens à l'intérieur du pays.

2 La détermination des activités. Nokia a mis au point une formule pédagogique novatrice dénommée Nokia Mobile Mathematics pour soutenir l'apprentissage des mathématiques à l'aide d'applications pour téléphones portables. Les élèves peuvent ainsi faire leurs exercices partout et à leur rythme, et communiquer leurs résultats aux instructeurs, qui leur font part de leurs réactions ; l'apprentissage est ainsi assuré en continu. Les instructeurs peuvent accéder aux données relatives aux résultats scolaires des élèves par des serveurs à distance.³⁷

3 Les plus. Nokia Mobile Mathematics est un service gratuit destiné à être utilisé sur n'importe quel téléphone ou ordinateur portable au moyen de données ou d'une connexion Internet. Sollicitée par le gouvernement, cette solution a été conçue d'emblée pour répondre aux besoins éducatifs définis par lui.³⁸

Impact. En 2012, 50 000 élèves et 700 enseignants de 200 écoles sud-africaines utilisaient cette formule. Des évaluations indépendantes ont révélé que les compétences mathématiques des utilisateurs s'étaient améliorées plus rapidement que celles de leurs camarades et qu'en outre les enseignants étaient mieux informés de leurs progrès.³⁹ Un projet analogue a été lancé au Sénégal en coopération avec l'UNESCO.⁴⁰

PROMOTION DE L'ACQUISITION DES CONNAISSANCES À PARTIR DE L'ACTIVITÉ PRINCIPALE DE L'ENTREPRISE – NIGÉRIA

Pearson Plc., Royaume-Uni (Éducation)

Partenaires : Projet d'enseignement secondaire de l'État de Lagos Eko, Ministère de l'éducation de l'État de Lagos et Banque mondiale.

1 L'analyse de rentabilité. Pearson travaille en étroite liaison avec les autorités publiques et les partenaires du développement pour comprendre les priorités nationales et mettre au point des solutions centrées sur l'apprenant et mesurables.

2 La détermination des activités. Dans le cadre d'un partenariat public-privé de 90 millions de dollars des États-Unis entre la Banque mondiale et l'État de Lagos, Pearson a assuré le perfectionnement de plus de 400 professeurs de l'enseignement secondaire du Nigéria afin d'améliorer la qualité de l'enseignement et de favoriser l'excellence pédagogique.⁴¹

3 Les plus. Pour pérenniser les effets de son intervention, Pearson, en collaboration avec l'équipe du projet de Lagos Eko, forme une cohorte de tuteurs de manière que le perfectionnement des enseignants se poursuive après la fin du projet. L'entreprise s'attache aussi à doter les responsables des établissements scolaires de compétences en matière de constitution d'équipes, de tutorat, et de pédagogies adaptées au XXI^e siècle.

Impact. Il ressort d'études qualitatives qu'un perfectionnement professionnel continu améliore l'aptitude à élever la performance des élèves. Dotés de compétences et de connaissances nouvelles et plus sûrs d'eux, les responsables de l'enseignement et les maîtres créent un climat scolaire favorable à l'obtention de bons résultats d'apprentissage.

AMÉLIORATION DES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES – MEXIQUE

CEMEX, Mexique (Construction)

Partenaires: Écoles locales et bénéficiaires de Patrimonio Hoy

1 L'analyse de rentabilité. CEMEX cherchait à accroître sa compétitivité dans le segment du marché constitué des ménages à faible revenu en mobilisant ses services de construction au profit de l'éducation, dans le cadre d'un programme baptisé Patrimonio Hoy Escolar. CEMEX a saisi l'importance de renforcer la confiance au sein des collectivités locales, et a compris que les écoles étaient des espaces locaux populaires, de nature à exercer un fort impact social et à donner de la visibilité à l'entreprise.

2 La détermination des activités. Grâce au succès de Patrimonio Hoy – programme visant à apporter aux ménages à faible revenu des solutions leur permettant de se loger – les bénéficiaires de ce service allouent quelque 1,5 % de leurs cotisations hebdomadaires à l'amélioration des infrastructures scolaires locales. Les projets sont choisis par eux, et le travail de construction est réalisé par les enseignants et les parents sous la direction d'architectes et de professionnels du bâtiment. Les femmes jouent un rôle clé dans la mise en œuvre du programme.

3 Les plus. Le projet répond aux besoins des collectivités locales en incorporant la construction d'édifices scolaires dans leur branche d'activité, Patrimonio Hoy, qui a pour vocation d'offrir aux familles à faible revenu des services dans le secteur du bâtiment.

Impact. À ce jour, quelque 500 projets d'infrastructures scolaires ont été menés à bien, améliorant la sécurité, l'hygiène et le milieu d'apprentissage des enfants. D'une manière plus générale, le programme Patrimonio Hoy a élevé le niveau de vie et autonomisé des familles, et en particulier des femmes ; cela a contribué à rendre le milieu familial plus propice à l'apprentissage.





1

**Procéder
à l'analyse
de
rentabilité**

RÉDUIRE LES RISQUES OPÉRATIONNELS

2

**Déterminer
les activités**

Voici quelques exemples d'activités profitables à l'entreprise et socialement utiles :

- Appliquer des politiques internes qui excluent le recours au travail des enfants. Informer la direction et le personnel au sujet des politiques de l'emploi et faire comprendre que le travail des enfants est contraire au droit de l'enfant à l'éducation.
- Dans les évaluations de l'impact social, prendre en compte les effets de l'activité de l'entreprise sur l'éducation. Se demander comment l'entreprise peut améliorer l'accès à une éducation de qualité dans les domaines où elle opère.
- Exploiter le savoir spécialisé de l'entreprise pour soutenir les capacités des pouvoirs publics en matière d'éducation. Mettre à disposition les talents dans le domaine de l'informatique – dans celui des systèmes d'information géographique (SIG), par exemple – pour permettre aux ministères de l'éducation d'améliorer la planification scolaire, ou le savoir du personnel pour développer les compétences des responsables de l'éducation en matière de gestion.
- Faire en sorte que les espaces d'apprentissage des enfants soient propres et sûrs, en limitant des risques environnementaux comme ceux qui sont liés à la pollution ou à un accès restreint à l'eau.
- Créer des partenariats avec les autorités locales pour mettre en place des programmes de repas scolaires, qui sont, pour les ménages pauvres, une forte incitation à envoyer les enfants à l'école et à les y maintenir.

**Faire
preuve de
discernement**

3

Veiller à :

Respecter et promouvoir les droits de l'homme | Favoriser l'équité et l'égalité | Travailler avec des spécialistes | Adopter une approche axée sur les résultats | Agir en adéquation avec les besoins éducatifs définis par les autorités nationales | Rechercher la durabilité et l'évolutivité



L'entreprise a la responsabilité financière et sociale de se préoccuper des risques opérationnels et de tout effet adverse que son activité pourrait avoir sur les droits de l'homme. L'investissement éducatif et l'alignement des politiques de l'entreprise sur les meilleures pratiques peuvent améliorer le bien-être de la collectivité locale, la protection des salariés et les relations à l'intérieur du pays, et assurer la continuité de l'activité économique et commerciale.

TRANSFORMATION DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE – GUINÉE ÉQUATORIALE

Hess Corporation, États-Unis d'Amérique

Partenaires : Gouvernement de la Guinée équatoriale et Academy for Educational Development (devenue FHI 360)

- 1 **L'analyse de rentabilité.** Lorsqu'elle a étendu ses activités à la Guinée équatoriale, la Hess Corporation a cherché à apporter une contribution permanente au développement durable en améliorant l'accès à un enseignement primaire de qualité.
- 2 **La détermination des activités.** La Hess Corporation et le Gouvernement de la Guinée équatoriale ont créé le programme PRODEGE (Programa de Desarrollo Educativo de Guinea Equatorial) pour améliorer l'accès à un enseignement primaire de qualité – objectif national reconnu comme prioritaire. Ce partenariat public-privé de 40 millions de dollars des États-Unis met en place des établissements primaires, forme des enseignants du premier degré et collecte des données relatives aux écoles pour faciliter le travail de planification du ministère⁴²
- 3 **Les plus.** L'entreprise a veillé à ce que PRODEGE réponde aux priorités gouvernementales et a investi pour accroître la capacité des personnels du Ministère de l'éducation de soutenir durablement les initiatives du programme. Les responsables de l'entreprise ont piloté la conception initiale de PRODEGE et ont été tenus systématiquement informés des succès du programme ainsi que des défis à relever.

Impact. Depuis 2006, le programme a exercé des effets appréciables sur les collectivités locales et dans l'ensemble du pays. Il a permis de former plus de 900 maîtres de l'enseignement primaire et de rénover 54 écoles accueillant 3 200 élèves. PRODEGE a également créé un réseau national de cercles pédagogiques qui offre aux enseignants la possibilité de s'entraider.⁴³ Le programme a touché plus de la moitié des élèves du pays inscrits dans le premier degré. Au cours des cinq prochaines années, PRODEGE étendra ses activités en vue d'améliorer l'apprentissage dans les établissements postprimaires.⁴⁴

RECONSTRUCTION DES ÉCOLES DANS DES COLLECTIVITÉS LOCALES FRAPPÉES PAR UNE CATASTROPHE – INDE

Hindustan Construction Corporation, Inde (Construction)

Partenaires : Gouvernement indien et membres et partenaires de l'Engineering and Construction Industry Membership, du Forum économique mondial

- 1 **L'analyse de rentabilité.** Pour mieux préparer son personnel à faire face aux problèmes de sécurité sur les sites, la Hindustan Construction Corporation (HCC) a mis en place un programme de formation des intervenants de première ligne dans le cadre de ses activités post-catastrophe en Inde. Ce programme de formation fait de HCC un acteur majeur des secours aux populations et de la reconstruction des espaces d'apprentissage dans les zones reculées qui ont été victimes d'une catastrophe.⁴⁵
- 2 **La détermination des activités.** Du personnel dûment formé collabore avec les autorités pour reconstruire les écoles et les lieux d'apprentissage après une catastrophe. Un des aspects majeurs des interventions est que la propreté des espaces d'apprentissage est assurée et que des installations sanitaires et de l'eau potable sont fournies.
- 3 **Les plus.** La HCC renforce également les capacités locales de réaction aux catastrophes en donnant à des membres des collectivités locales une formation dans ses domaines d'intervention.⁴⁶ Elle informe de ses bonnes pratiques ses homologues du partenariat mondial contre les catastrophes, qui fait partie du Forum économique mondial.

Impact. À ce jour, plus de 11 000 personnes ont reçu une formation de premiers intervenants et sont allées sur le terrain au lendemain des catastrophes qui ont frappé l'Inde et l'Asie du Sud.⁴⁷ La HCC a également été associée à la formulation des politiques publiques, contribuant à définir les principes du partenariat public-privé dans la réaction aux catastrophes et la formation correspondante.

AMÉLIORER LA PRÉÉMINENCE DE LA MARQUE ET LA NOTORIÉTÉ DE L'ENTREPRISE

1

Procéder à l'analyse de rentabilité

2

Déterminer les activités

3

Faire preuve de discernement

Voici quelques exemples d'activités profitables à l'entreprise et socialement utiles :

- Mener des campagnes de marketing à vocation humanitaire pour lier la marque à l'éducation. Les campagnes de cette nature mettent en relief l'importance de l'éducation et renforcent la reconnaissance de la marque.
- Investir dans des politiques et des programmes en entreprise qui forment les personnes issues de groupes marginalisés à l'exercice de responsabilités.
- Rendre compte de l'exercice de la responsabilité sociétale de l'entreprise, en faisant connaître les activités éducatives menées ainsi que leurs résultats.
- Faire des dons d'importance stratégique à des organisations qui agissent en faveur de l'éducation, dont les valeurs correspondent à celles de l'entreprise et qui réussissent à exercer un impact sociétal durable. Il y a des moments où ces organisations ont tout simplement besoin de fonds.
- Encourager les écoles supérieures de commerce à former des cadres socialement responsables par des cours, des stages et des travaux de recherche. Des informations pourront être puisées dans les Principes pour une éducation au management responsable (initiative PRME) du Pacte mondial des Nations Unies.

Veiller à :

Respecter et promouvoir les droits de l'homme | Favoriser l'équité et l'égalité | Travailler avec des spécialistes | Adopter une approche axée sur les résultats | Agir en adéquation avec les besoins éducatifs définis par les autorités nationales | Rechercher la durabilité et l'évolutivité



Parmi les engagements – allant de l'action philanthropique à l'investissement social stratégique – qu'une entreprise peut prendre pour renforcer sa notoriété et celle de la marque figure le soutien financier à l'éducation. La participation responsable à l'éducation améliore l'image de la marque en contribuant à fidéliser la clientèle et en mettant en relief les valeurs de l'entreprise.⁴⁸ La communication des résultats crée des relations qui permettent à l'activité de croître et facilitent le renouvellement des licences d'exploitation. Cette position forte donne à l'entreprise les moyens de soutenir les priorités locales et nationales et de contribuer aux progrès mondiaux dans le domaine de l'éducation.

EXPLOITATION DES MÉDIAS ÉDUCATIFS DANS DES CENTRES D'APPRENTISSAGE

Discovery Communications, États-Unis d'Amérique (Médias)

Partenaires: Ministères de l'éducation, ONG locales et autres entreprises

- 1 **L'analyse de rentabilité.** L'objet de Discovery Communications est de satisfaire la curiosité et d'enrichir la vie des gens ; c'est le principe directeur des activités que l'entreprise mène au titre de sa responsabilité sociétale dans le monde en développement, où ses atouts et son expertise dans le domaine des médias améliorent l'éducation et les résultats de l'apprentissage.
- 2 **La détermination des activités.** Discovery Learning Alliance, organisation à but non lucratif qui dépend de Discovery Communications, collabore avec les écoles existantes pour créer des « centres d'apprentissage », c'est-à-dire des structures gérées localement qui sont dotées de technologies durables et d'une programmation vidéo appropriée, et qui proposent de nombreuses formations pédagogiques pour développer les compétences nécessaires au XXIe siècle et l'utilisation efficace des médias aux fins de l'acquisition des connaissances.
- 3 **Les plus.** Par la collaboration avec les autorités, les collectivités locales et d'autres entreprises, Discovery Learning Alliance assure l'harmonisation de ses activités avec les objectifs prioritaires des pouvoirs publics et des collectivités ; elle adapte l'importance des partenariats de manière à opérer des changements éducatifs durables. De plus, elle fait procéder à des évaluations rigoureuses des résultats de l'apprentissage par des organismes indépendants, et en utilise les conclusions pour orienter la croissance de ses activités.

Impact. Discovery et ses partenaires ont offert, à travers le monde, de nouvelles possibilités d'apprentissage à plus d'un million d'élèves et de trois millions d'habitants de collectivités locales. Les évaluations mettent en évidence une amélioration allant de 10 à 20 % de la compréhension des matières principales par les élèves, et un accroissement de non moins de 50 % de l'efficacité de l'enseignement par rapport aux écoles comparables du voisinage. Discovery Learning Alliance travaille avec des administrations nationales pour étendre l'initiative.

INTERVENTIONS D'UNE ENTREPRISE PRESTIGIEUSE ET À LA POINTE DU DESIGN EN FAVEUR DE L'ÉDUCATION À TRAVERS LE MONDE

Gucci, Italie (Produits de luxe)

Partenaires : UNICEF

1 L'analyse de rentabilité : Gucci a fait de la responsabilité sociétale une des grandes valeurs de la marque, au même titre que la créativité, l'innovation et la qualité de l'artisanat italien. L'entreprise croit à l'importance du sens des responsabilités à l'égard des personnes, de l'environnement et des collectivités dans lesquelles elle opère. Par sa philanthropie, elle met en lumière la position dominante de la marque, donne à sa clientèle et à son personnel la possibilité de contribuer au progrès vers la réalisation des objectifs mondiaux de l'éducation, et prêche par l'exemple dans le monde entier.

2 La détermination des activités. Pendant près de dix ans, Gucci a mobilisé son éminent savoir-faire commercial et conceptuel pour mener des campagnes de marketing à vocation humanitaire, qui appellent l'attention sur les programmes de l'UNICEF en faveur de la création d'écoles en Afrique et en Asie, et leur attirent des financements.

3 Les plus. Gucci collabore avec les spécialistes de l'éducation de l'UNICEF afin de cibler des ressources au bénéfice des enfants marginalisés de l'Afrique subsaharienne, et notamment des garçons et des filles qui vivent dans l'extrême pauvreté, appelant ainsi l'attention sur l'inégalité de l'accès à l'éducation à travers le monde.

Impact. Depuis 2008, Gucci soutient le programme de l'UNICEF « Des écoles pour l'Afrique » ; l'entreprise a ainsi donné accès à une éducation de qualité à plus de 5,5 millions d'enfants, et versé des contributions dont le montant s'élève à 13,8 millions de dollars des États-Unis Gucci est membre fondateur de la Coalition mondiale des entreprises pour l'éducation.

VALORISATION DES TALENTS PAR LE JEU CRÉATIF

Fondation LEGO, Danemark (Objets personnels)

Partenaires : Hands-on Technologies et Fondation UBS Optimus

1 L'analyse de rentabilité : Par des investissements sociaux stratégiques en milieu scolaire et extrascolaire, la Fondation LEGO assure le rayonnement des valeurs de la marque en mettant en évidence les liens entre le jeu, l'acquisition des connaissances et la créativité. Elle enrichit l'apprentissage par des activités qui favorisent la créativité et l'innovation.⁴⁹

2 La détermination des activités. L'idée d'apprendre par le jeu est au cœur de différents projets menés dans de nombreux endroits. Le programme stimule le développement cognitif depuis la petite enfance jusqu'à l'enseignement secondaire en associant des dons de produits à des activités de formation pédagogique conformes à la conception de l'apprentissage qui est celle de LEGO et qui met l'accent sur la créativité, l'esprit critique et les aptitudes à résoudre les problèmes. De l'Afrique du Sud au Canada, les élèves utilisent les éléments des jeux LEGO, d'autres objets à manier et les produits éducatifs LEGO pour construire d'intéressantes structures, faire des exercices pratiques et franchir les étapes du programme d'études, depuis l'acquisition des mécanismes de la lecture et de l'écriture jusqu'à l'apprentissage de l'informatique.

3 Les plus. La Fondation LEGO crée des partenariats avec des ministères de l'éducation, des ONG et d'autres fondations pour assurer la poursuite du programme. Des projets sont menés dans différents pays en fonction des besoins locaux et des résultats d'apprentissage souhaités. LEGO travaille aussi en étroite coopération avec des formateurs d'enseignants, qui peuvent élargir la portée du programme en formant de nouveaux éducateurs à la conception qu'a LEGO de l'apprentissage.

Impact. Grâce à une méthodologie éprouvée, le recours au jeu créatif et l'apprentissage par la pratique et par le jeu permettent de renforcer la créativité, l'esprit critique et les aptitudes à la communication.



POSSIBILITÉS DE S'ENGAGER

PRINCIPES POUR UNE ÉDUCATION AU MANAGEMENT RESPONSABLE

Les Principes pour une éducation au management responsable (initiative PRME), du Pacte mondial des Nations Unies, sont une source d'idées et un instrument de promotion mondiale de l'éducation, de la recherche et de la réflexion relatives au management responsable. Leur propos est de faire émerger une nouvelle génération de chefs d'entreprise capables de gérer les enjeux complexes que le monde des affaires et les sociétés ont à relever en ce XXI^e siècle.

Comment s'engager ? Les entreprises peuvent soutenir l'initiative PRME en réclamant que les diplômés des écoles supérieures de commerce soient capables de créer de la valeur commerciale et sociétale. Les chefs d'entreprise peuvent aussi soutenir la recherche et contribuer aux programmes d'études appliqués dans les établissements d'enseignement supérieur qui adhèrent aux PRME.

1

**Procéder
à l'analyse
de
rentabilité**

DOPER LE MORAL ET AMÉLIORER LA RÉTENTION DES SALARIÉS

2

**Déterminer
les activités**

Voici quelques exemples d'activités profitables à l'entreprise et socialement utiles :

- Offrir au personnel des possibilités d'apprentissage et d'éducation continue pour lui permettre de se perfectionner.
- Dans les localités où les structures éducatives sont limitées, créer des services de développement de la petite enfance à l'intention des enfants des membres du personnel.
- Mettre en place un programme de congés sabbatiques ou de congés payés pour permettre à des membres du personnel d'aider des organisations spécialisées dans l'éducation en les faisant bénéficier de leurs connaissances et en y développant d'utiles ensembles de compétences.
- Organiser des campagnes de dons jumelés du personnel et de l'entreprise pour abaisser le coût de la scolarité (achats de manuels et d'uniformes, frais de scolarité) afin d'éliminer les obstacles financiers à l'accès à l'éducation.
- Autoriser les salariés à concevoir pendant leurs heures de travail de nouveaux produits et services destinés au secteur de l'éducation.
- Encourager le personnel à créer des groupes pour coordonner les activités de bénévolat en faveur de l'éducation.

3

**Faire
preuve de
discernement**

Veiller à :

Respecter et promouvoir les droits de l'homme | Favoriser l'équité et l'égalité | Travailler avec des spécialistes | Adopter une approche axée sur les résultats | Agir en adéquation avec les besoins éducatifs définis par les autorités nationales | Rechercher la durabilité et l'évolutivité



Le fait que l'entreprise se préoccupe des questions de société est pour le personnel une source de motivation et de satisfaction professionnelles. Les salariés apprécient de travailler dans une entreprise qui se préoccupe de leur bien-être et qui fait progresser la résolution de questions sociétales telles que l'éducation ; ils lui sont fidèles. Lorsqu'ils évaluent les possibilités d'emploi, les candidats à un poste attachent une importance majeure à l'action sociétale de l'entreprise.⁵⁰

LES CONNAISSANCES DU PERSONNEL MISES AU SERVICE DE L'ÉDUCATION DES FILLES

Intel, États-Unis d'Amérique (Informatique)

Partenaires: 10x10 Girl Rising Social Action Campaign⁵¹ et ONG spécialisées dans l'éducation des filles

- 1 **L'analyse de rentabilité.** Intel s'est attaché à donner suite à l'engagement qu'il avait pris d'investir dans l'autonomisation des filles en donnant à son personnel toute une gamme de possibilités concrètes de participer.⁵²
- 2 **La détermination des activités.** Intel a conçu une série d'activités pour que son personnel participe à l'éducation: l'entreprise organise notamment, sous l'appellation « Code for Good Hackathons », des séances de travail pendant lesquelles ses salariés mettent au point des applications pour appareils portables à l'intention d'ONG qui s'occupent de l'éducation des filles, et patronne des projections du film Girl Rising qui fait ressortir l'importance de l'éducation des filles à travers le monde.⁵³
- 3 **Les plus.** Intel a coopéré avec d'importants promoteurs de l'éducation, des chercheurs et des responsables d'ONG pour déterminer comment son personnel pourrait soutenir au mieux les efforts déployés en faveur de l'éducation des filles. Par ses hackathons, la compagnie a exploité les connaissances de son personnel dans les domaines de la science et de l'ingénierie pour élargir la portée des initiatives prises par ses partenaires en faveur de l'éducation à travers le monde.

Impact. Depuis dix ans, l'entreprise et sa fondation ont investi, sous la forme de dons en espèces et en nature, plus d'un milliard de dollars des États-Unis dans le secteur de l'éducation. Les salariés d'Intel ont offert bénévolement près de trois millions d'heures de travail pour améliorer l'éducation dans plus de 60 pays.⁵⁴

MISE EN PLACE DE PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE – JAPON ET TANZANIE

Sumitomo Chemical, Japon (Produits chimiques)

- 1 **L'analyse de rentabilité.** Bon nombre de salariées ne reprenaient pas leur travail après leur congé de maternité, ce qui nuisait à la diversité du personnel et à la continuité de l'activité économique et commerciale.⁵⁵
- 2 **La détermination des activités.** Pour retenir ses salariées, l'entreprise a mis en place trois programmes de développement de la petite enfance à proximité de ses établissements les plus importants. Les salariées peuvent maintenant inscrire leurs enfants à ce programme moyennant une dépense minimale ; ceux qui vivent relativement loin peuvent choisir de recevoir une allocation qui leur permet de s'adresser à des prestataires locaux de services. Ce modèle a été reproduit en Tanzanie, où plus de la moitié du personnel de l'entreprise est de sexe féminin.⁵⁶
- 3 **Les plus.** Par cette initiative, Sumitomo Chemical attire et retient du personnel féminin (alors que les femmes sont sous-représentées dans le secteur privé japonais) et s'attaque à la question du déficit de services d'appui aux mères qui travaillent dans la société japonaise. Bien conçu, le modèle de Sumitomo Chemical s'est révélé susceptible d'être reproduit dans d'autres contextes culturels.

Impact. Outre qu'elle a amélioré l'accès des enfants de son personnel à des programmes de développement de la petite enfance, l'entreprise a pu recruter davantage de femmes et accroître progressivement le nombre de celles qui occupent des postes de responsabilité.⁵⁷

PROMOTION DU DROIT À L'ÉDUCATION GRÂCE À L'ENGAGEMENT DU PERSONNEL

Banque ING, Pays-Bas (Services financiers)

Partenaire: UNICEF

- 1 **L'analyse de rentabilité.** En 2005, la banque ING, soucieuse d'offrir aux enfants l'occasion d'apprendre et de contribuer à jeter les bases d'un avenir meilleur, a décidé de prendre une initiative évolutive dans ce sens et d'y associer plus de 123 000 membres de son personnel.
- 2 **La détermination des activités.** ING Chances for Children est une campagne de collecte de fonds et de promotion du bénévolat auprès du personnel qui vise à soutenir les droits des enfants, et notamment leur droit à l'éducation, partout dans le monde. À chaque don d'un salarié d'ING à l'UNICEF correspond un don du même montant versé par l'entreprise ; c'est le système dit du jumelage des dons. Le personnel apporte également aux ONG qui opèrent dans le domaine des droits de l'enfant et de l'éducation le bénéfice de ses connaissances opérationnelles et financières et d'un travail bénévole.
- 3 **Les plus.** ING fixe des objectifs ambitieux et informe ouvertement son personnel des progrès accomplis sur la voie de leur réalisation. La banque évalue ses contributions financières et fait connaître les résultats obtenus en participant à des débats sur les droits de l'enfant et en établissant des rapports sur la responsabilité sociale de l'entreprise.

Impact. Depuis 2005, ING a collecté et donné plus de 31 millions de dollars des États-Unis pour des activités de l'UNICEF.⁵⁸ Grâce à ces contributions, 800 000 enfants ont pu accéder à l'école et à une éducation de meilleure qualité, et bénéficier de conditions d'existence plus sûres et plus salubres.⁵⁹ ING a également été la seule institution financière à se classer parmi les 25 premières entreprises multinationales où il fait bon travailler en Europe.⁶⁰





1

**Procéder
à l'analyse
de
rentabilité**

VALORISER LES CAPACITÉS DES FUTURS SALARIÉS

2

**Déterminer
les activités**

Voici quelques exemples d'activités profitables à l'entreprise et socialement utiles :

- Collaborer avec des spécialistes de l'éducation et avec les autorités pour définir les compétences de nature à améliorer la pertinence de l'enseignement secondaire et postsecondaire.
- Déterminer les savoir-faire requis sur le marché du travail, au moment considéré et à l'avenir, et concevoir et appliquer des programmes adéquats de formation sur le lieu de travail.
- Élargir les possibilités d'apprentissage en ciblant les jeunes issus de milieux défavorisés qui ont terminé leurs études secondaires ou leur formation professionnelle.
- Recruter localement des jeunes ayant mené à bonne fin leurs études secondaires ou leur formation professionnelle.
- Patronner des programmes de développement de la petite enfance pour permettre aux jeunes mères de terminer leurs études secondaires.
- Dans les économies émergentes, investir dans l'éducation de base pour améliorer la pépinière de talents futurs.

3

**Faire
preuve de
discernement**

Veiller à :

Respecter et promouvoir les droits de l'homme | Favoriser l'équité et l'égalité | Travailler avec des spécialistes | Adopter une approche axée sur les résultats | Agir en adéquation avec les besoins éducatifs définis par les autorités nationales | Rechercher la durabilité et l'évolutivité



L'entreprise devrait investir pour offrir, dans les localités où elle opère, des possibilités d'apprentissage à des jeunes qui pourraient devenir ses salariés. Cela soutient l'activité économique et commerciale dans le long terme et ouvre des débouchés professionnels en développant des compétences répondant aux besoins de l'entreprise. Les formations proposées aux travailleurs peu qualifiés contribuent aussi à développer les possibilités d'éducation pour tous.

APPRENTISSAGE ET DÉVELOPPEMENT GRÂCE À LA FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE – NIGÉRIA

Groupe Dangote, Nigéria (Conglomérat diversifié)

Partenaires : Institut Nigérien des technologies du transport, Fonds pour la formation industrielle et Ministère allemand de la coopération et du développement économiques

1 L'analyse de rentabilité. Le groupe Dangote a d'importantes capacités de production manufacturière au Nigéria et à travers toute l'Afrique, mais éprouve des difficultés à recruter des salariés dotés des

2 compétences techniques voulues.⁶¹

La détermination des activités. Une construction d'un coût de 6,5 millions de dollars des États-Unis et destinée à accueillir la Dangote Academy est en voie d'achèvement. Cette institution propose deux filières de formation relevant, l'une, de l'Institut de formation à la gestion, qui fournit au groupe Dangote des jeunes talents

3 pour assurer son administration, et l'autre, de l'Institut de formation technique, qui offre une formation technique et professionnelle à des jeunes Nigériens dont certains seront recrutés par Dangote.⁶²

Les plus. La direction du groupe se préoccupe activement du fonctionnement des deux instituts de formation. En s'engageant dans des partenariats avec des organisations commerciales nationales et internationales et en participant aux travaux des instances de gouvernance de sa branche d'activités, le groupe Dangote a élaboré des programmes d'études industrielles de classe mondiale et s'attache à appliquer au contexte nigérien des modèles d'enseignement professionnel qui ont fait leurs preuves.

Impact. Depuis 2010, les instituts ont formé 300 élèves à la soudure et à l'assemblage, à l'entretien des machines et aux opérations de transformation, 100 ingénieurs diplômés et 100 conducteurs.⁶³

PROGRAMMES DE PRÉPARATION À L'EMPLOI À L'INTENTION DE LA JEUNESSE MARGINALISÉE – SRI LANKA

Janashakthi Insurance, Sri Lanka (Services financiers)

Partenaires : Tea Leaf Vision, Tea Leaf Trust et World Vision Sri Lanka

1 L'analyse de rentabilité. Soucieux de contribuer plus avant au développement économique de Sri Lanka, Janashakthi Insurance et les sociétés de son groupe soutiennent des programmes de préparation à l'emploi à l'intention des jeunes du centre du pays, dont l'accès à l'éducation et au marché du travail se heurte depuis toujours à des obstacles culturels et économiques.

2 La détermination des activités. Janashakthi Insurance et les sociétés de son groupe aident les jeunes à faire des études auprès de Tea Leaf Vision, ONG qui offre gratuitement une formation diplômante en anglais et en techniques de gestion. En complément, l'entreprise propose des stages et des services de placement des candidats à l'emploi.⁶⁴

3 Les plus. Le groupe travaille avec des ONG locales bien implantées et ayant bon nombre de réussites à leur actif.⁶⁵ Les responsables des programmes de Tea Leaf Vision en évaluent régulièrement les progrès pour en orienter le développement futur.⁶⁶

Impact. Tous les ans, 150 étudiants terminent le programme dispensé gratuitement par Tea Leaf Vision et retournent ensuite dans leur localité d'origine pour enseigner l'anglais. Depuis 2011, Janashakthi Insurance et les sociétés du groupe offrent chaque année 40 stages pour permettre aux diplômés de Tea Leaf Vision de se perfectionner dans un de leurs services administratifs.⁶⁷

SOUTENIR LES ENSEIGNANTS



La qualité des enseignants joue un rôle fondamental dans les résultats de l'apprentissage. L'entreprise peut les aider, par exemple :

- En patronnant des personnes qui habitent des localités reculées pour qu'elles puissent suivre un programme de formation pédagogique.
- En investissant dans des programmes qui préparent mieux les maîtres à enseigner les matières principales et en créant des bourses pour qu'ils apprennent à incorporer à leurs cours les compétences nécessaires au XXI^e siècle.⁶⁸
- En permettant à ses salariés de disposer d'un certain temps (rétribué ou non) pour enseigner bénévolement.
- En proposant à des enseignants des stages dans ses services, de manière à leur offrir l'occasion de mettre l'enseignement qu'ils dispensent en parallèle avec les réalités du monde des entreprises.

L'ÉTAT DE L'ÉDUCATION : FAITS ET CHIFFRES

Tout le monde n'a pas accès à l'éducation

- Il y a dans le monde plus de 800 millions d'enfants de moins de six ans, dont moins du tiers bénéficie d'une forme quelconque d'éducation de la petite enfance.⁶⁹
- Plus de 57 millions d'enfants en âge de faire des études primaires ne sont pas scolarisés ;⁷⁰ la moitié d'entre eux vivent dans des régions touchées par des conflits.⁷¹
- Plus de 69 millions d'adolescents ne fréquentent aucun établissement secondaire.⁷²

Tous les élèves n'apprennent pas

- Les enfants qui ne sont pas nourris convenablement pendant les 1 000 premiers jours de leur existence risquent de souffrir de troubles physiologiques ou psychologiques qui perturberont leurs capacités d'apprentissage leur vie durant.⁷³
- Au moins 250 millions d'enfants en âge de faire des études primaires ne savent ni lire ni écrire ; 130 millions d'entre eux ont déjà passé quatre années sur les bancs de l'école.⁷⁴
- Quelque 774 millions d'adultes ne savent ni lire ni écrire ; les deux tiers d'entre eux sont des femmes.⁷⁵

Les compétences acquises à l'école ne concordent pas avec celles qui sont demandées sur le marché du travail

- Le monde en développement compte aujourd'hui plus d'un milliard de jeunes âgés de 15 à 24 ans.⁷⁶ À défaut d'investir suffisamment dans une éducation de qualité, nous risquons de laisser se constituer la population « a-compétente » la plus nombreuse de l'histoire, privant les entreprises des talents qui sont le moteur de la croissance économique.
- Quelque 200 millions de jeunes des pays en développement n'ont pas terminé leurs études primaires, ce qui signifie qu'ils n'ont pas les compétences de base nécessaires pour pouvoir travailler.⁷⁷



Les financements ne suffisent pas à assurer la scolarisation des enfants et des jeunes

- En 2011, les donateurs n'ont consacré à l'éducation de base que 1,9 milliard de dollars des États-Unis, alors qu'il faudrait chaque année 26 milliards de dollars supplémentaires pour assurer cette éducation dans les pays à faible revenu.⁷⁸
- Le montant nécessaire pour universaliser l'enseignement secondaire est estimé à 8 milliards de dollars par an.⁷⁹
- Les secours à l'éducation forment généralement la part la plus réduite du total de l'aide humanitaire.

L'éducation ne prépare pas convenablement à la citoyenneté mondiale

- La citoyenneté mondiale suppose des valeurs de nature à promouvoir la paix, la diversité culturelle et les droits de l'homme, ainsi que les compétences nécessaires au XXI^e siècle pour réussir dans la vie.⁸⁰
- L'éducation relative au développement durable, aux droits de l'homme, au changement climatique et au VIH/SIDA contribuent au dialogue sur les interactions entre questions sociales, environnementales et sanitaires.

ANNEXE I : OBJECTIFS MONDIAUX EN MATIÈRE D'ÉDUCATION

Objectifs du Millénaire pour le développement

- Objectif 1 :** Éliminer l'extrême pauvreté et la faim
- Objectif 2 :** Assurer l'éducation primaire pour tous
- Objectif 3 :** Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
- Objectif 4 :** Réduire la mortalité infantile
- Objectif 5 :** Améliorer la santé maternelle
- Objectif 6 :** Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies
- Objectif 7 :** Assurer un environnement durable
- Objectif 8 :** Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

L'éducation pour tous

- Objectif 1 :** Développer et améliorer sous tous leurs aspects la protection et l'éducation de la petite enfance, et notamment des enfants les plus vulnérables et défavorisés.
- Objectif 2 :** Faire en sorte que d'ici à 2015 tous les enfants, notamment les filles, les enfants en difficulté et ceux appartenant à des minorités ethniques, aient la possibilité d'accéder à un enseignement primaire obligatoire et gratuit de qualité et de le suivre jusqu'à son terme.
- Objectif 3 :** Répondre aux besoins éducatifs de tous les jeunes et de tous les adultes en assurant un accès équitable à des programmes adéquats ayant pour objet l'acquisition de connaissances ainsi que de compétences nécessaires dans la vie courante.
- Objectif 4 :** Améliorer de 50 % les niveaux d'alphabétisation des adultes, et notamment des femmes, d'ici à 2015, et assurer à tous les adultes un accès équitable aux programmes d'éducation de base et d'éducation permanente.
- Objectif 5 :** Éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici à 2005 et instaurer l'égalité dans ce domaine en 2015 en veillant notamment à assurer aux filles un accès équitable et sans restriction à une éducation de base de qualité avec les mêmes chances de réussite.
- Objectif 6 :** Améliorer sous tous ses aspects la qualité de l'éducation dans un souci d'excellence de façon à obtenir pour tous des résultats d'apprentissage reconnus et quantifiables – notamment en ce qui concerne la lecture, l'écriture et le calcul et les compétences indispensables dans la vie courante.

Initiative mondiale pour l'éducation avant tout

- Priorité 1 :** Scolariser tous les enfants
- Priorité 2 :** Améliorer la qualité de l'apprentissage
- Priorité 3 :** Favoriser la citoyenneté mondiale

ANNEXE II : SOURCES D'INFORMATION

Principes

Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme : Mise en œuvre du cadre de référence « protéger, respecter et réparer » des Nations Unies. Le 16 juin 2011, le Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies a approuvé le rapport intitulé « Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme: Mise en œuvre du cadre de référence « protéger, respecter et réparer » des Nations Unies ». Ces principes énoncent des normes mondiales de conduite incontestées, que les entreprises devraient suivre pour éviter tout danger de porter atteinte aux droits de l'homme par leurs activités et pour remédier aux incidences défavorables que celles-ci pourraient avoir. Ils expliquent en quoi consiste la responsabilité de l'entreprise de respecter les droits de l'homme, laquelle est également un élément clé du Principe I du Pacte mondial, qui invite les entreprises à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme.

Principes d'autonomisation des femmes : Cet ensemble de principes fournit aux entreprises des indications pratiques sur les manières de concrétiser l'autonomisation des femmes au travail, au marché et dans la collectivité. Il a été élaboré dans le cadre d'une collaboration entre ONU-Femmes et le Pacte mondial des Nations Unies.

Principes régissant les entreprises dans le domaine des droits de l'enfant : Fruit d'une collaboration entre l'UNICEF, le Pacte mondial des Nations Unies et Save the Children, cet ensemble détaillé de principes – le premier de son espèce – indique aux entreprises tout l'éventail des initiatives qu'elles peuvent prendre sur le lieu de travail, sur le marché et dans la collectivité pour respecter et promouvoir les droits des enfants.

ISO 26000 : La norme ISO 26000 est une norme de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) dont les entreprises et les autres organisations peuvent s'inspirer pour opérer de manière socialement responsable. Elle définit la responsabilité sociétale et aide les entreprises à la mettre en pratique.

Partenariats entre les entreprises et l'éducation

Initiative mondiale pour l'éducation avant tout. Il s'agit d'une initiative lancée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour renforcer les partenariats à l'appui de l'éducation et inciter les personnalités influentes à travers le monde, y compris les chefs d'entreprise, à se faire les champions de l'éducation en appelant l'attention sur le rôle moteur qu'elle joue dans la croissance et le développement.

Une vie meilleure, un avenir meilleur. Pilotée par l'UNESCO, cette initiative mondiale en faveur de l'éducation des filles et des femmes est centrée sur le renforcement des partenariats publics-privés à l'appui de la scolarisation des filles dans l'enseignement secondaire et de l'alphabétisation des femmes.

Réseau pour l'emploi des jeunes. Mis en place conjointement par l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation mondiale du Travail et la Banque mondiale, ce réseau vise à améliorer les possibilités d'emploi offertes aux jeunes et sert de cadre à la mise en commun des connaissances, à la promotion de l'innovation et à la négociation de partenariats.

Des écoles pour l'Afrique et des écoles pour l'Asie. Mis en chantier en 2004, le projet Des écoles pour l'Afrique associe la Fondation Nelson Mandela, la Peter Krämer Stiftung et l'UNICEF. Ce dernier travaille avec les gouvernements, les autorités locales, les collectivités, le secteur privé et d'autres partenaires pour créer, dans 11 pays d'Afrique, les conditions de nature à attirer les enfants à l'école et à les y retenir, et pour faire de celle-ci un milieu sûr et protecteur où ils peuvent apprendre et jouer. Un projet analogue a été entrepris en Asie.

Nourrir les corps, nourrir les esprits. Le Programme alimentaire mondial, l'UNESCO, l'UNICEF et le secteur privé se sont associés en 2013 pour aider les enfants les plus défavorisés du monde à réaliser leur potentiel en améliorant l'accès aux soins de santé, à la nutrition et à l'éducation. Une première phase expérimentale de trois ans a été entreprise dans quatre pays qui connaissent des taux élevés de malnutrition et où le niveau de la scolarisation est faible.

NOTES

- 1** PwC. 14th Annual Global CEO Survey: Growth reimagined. The talent race is back on. PwC, 2011.
- 2** ManpowerGroup. Talent Shortage Survey. Manpower Group, 2012.
- 3** UNESCO, La scolarisation de millions d'enfants mise en péril par les réductions de l'aide. Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous. Document d'orientation 09. Paris, UNESCO, 2013.
- 4** UNESCO, Les enfants continuent de batailler pour aller à l'école. Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous. Document d'orientation 10, Paris, UNESCO, 2013.
- 5** UNESCO, La scolarisation de millions d'enfants mise en péril par les réductions de l'aide. Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous. Document d'orientation 09. Paris, UNESCO, 2013.
- 6** UNESCO, Rapport mondial de suivi sur l'EPT. Paris, UNESCO, 2012.
- 7** Ibid.
- 8** UNICEF. Education in Conflict and Transition Contexts. New York: UNICEF, 2010.
- 9** UNESCO, Rapport mondial de suivi sur l'EPT. Paris, UNESCO, 2012.
- 10** Justin W. van Fleet. A Global Education Challenge: Harnessing Corporate Philanthropy to Educate the World's Poor. Washington, DC: The Brookings Institution, 2011. Justin W. van Fleet. Scaling Up Corporate Social Investments in Education: Five Strategies That Work. Washington DC: The Brookings Institution, 2012.
- 11** Ibid.
- 12** Initiative mondiale pour l'éducation avant tout, 2012.
- 13** Equitable Learning for All in the Post-2015 Development Agenda, document non publié, destiné à être étudié et élaboré plus avant. The Brookings Institution, 2013.
- 14** Ibid.
- 15** International Business Leaders Forum, Banque mondiale et UNESCO, Partnerships for Education: Building the foundations of a green, prosperous and equitable global economy. Londres, International Business Leaders Forum, 2013.
- 16** UNESCO, Rapport mondial de suivi sur l'EPT. Paris, UNESCO, 2011.
- 17** Campagne mondiale pour l'éducation. Learning to Survive: How Education for All would save millions of young people from HIV/AIDS, 2004.
- 18** Initiative mondiale pour l'éducation avant tout, 2012.
- 19** UNESCO, Rapport mondial de suivi sur l'EPT. Paris, UNESCO, 2010.
- 20** Rebecca Winthrop, Gib Bulloch et Pooja Bhatt, Investment in Education: A Strategic Imperative in Business. Communication présentée à une réunion de la Coalition mondiale des entreprises pour l'éducation, 2013.
- 21** Nielsen. Consumers Who Care: And Say They'll Reward Companies with their Wallets. Nielsen, 2013. Les dix premiers pays dont les consommateurs sont prêts à acheter les produits de marques socialement responsables sont l'Inde, les Philippines, la Thaïlande, l'Indonésie, l'Égypte, le Viet Nam, le Pérou, le Pakistan, le Venezuela et la Colombie.
- 22** Kevin Macdonald, Felipe Barrera-Orsorio, Juliana Guaqueta, Henry Anthony Patrinos et Emilio Porta, The Determinants of Wealth and Gender Inequity in Cognitive Skills in Latin America, document de travail en matière de recherche sur les politiques 5189. Washington D.C., Banque mondiale, 2010.
- 23** Communication personnelle, Mark Kramer, 2013. La création de valeurs communes est une stratégie de gestion qui consiste à rechercher de nouvelles possibilités commerciales tout en résolvant des problèmes sociétaux. De ce point de vue, l'éducation offre aux entreprises de nombreuses occasions de créer des produits et des services qui contribuent à améliorer les résultats de l'éducation, de former leurs salariés, leurs fournisseurs et leurs clients, et de renforcer les collectivités au sein desquelles elles opèrent en créant de nouvelles possibilités d'éducation. Voir également Michael Porter et Mark Kramer, Creating Shared Value, Harvard Business Review, janvier-février 2011, et Creating Shared Value: A How-to Guide for the New Corporate (R) evolution.
- 24** Jane Nelson et David Prescott, Business and the Millennium Development Goals: A Framework for Action. PNUD et IBLF, 2003 et 2008.
- 25** Partenariat mondial pour l'éducation, L'origine du Partenariat. <http://www.partenariatmondial.org/french/a-propos/a-propos-du-partenariat/l-origine-du-partenariat/>, site consulté le 31 août 2013.
- 26** Save the Children International, Ending the Hidden Exclusion: Learning and Equity in Education Post-2015. Londres, Save the Children International, 2013.
- 27** Voir: les Principes du Pacte mondial des Nations Unies, l'article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Cadre d'action de Dakar, la Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous et les Principes régissant les entreprises dans le domaine des droits de l'enfant.
- 28** Voir l'article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Cadre d'action de Dakar, la Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous, la Convention relative aux droits de l'enfant, et les Principes régissant les entreprises dans le domaine des droits de l'enfant.
- 29** Justin W. van Fleet. Scaling Up Corporate Social Investments in Education: Five Strategies That Work. Washington DC: The Brookings Institution, 2012.
- 30** Ibid.
- 31** International Business Leaders Forum, Banque mondiale et UNESCO, Partnerships for Education: Building the foundations of a green, prosperous and equitable global economy. Londres, International Business Leaders Forum, 2013.
- 32** H.A. Patrinos, Felipe Barrera-Orsorio et Juliana Guaqueta, The Role and Impact of Public-Private Partnerships in Education. Washington D.C., Banque mondiale, 2009.
- 33** Ibid.
- 34** Voir: Children's Rights and Business Principles, et Big Society Capital, Guidance for Social Sector Organisations.
- 35** Justin W. van Fleet, A disconnect between motivations and education needs: Why American corporate philanthropy alone will not educate the most marginalized in Susan Robertson, Karen Mundy, Antoni Verger et Francine Menashy, dir. publ., Public Private Partnerships in Education: New Actors and Modes of Governance in a Globalizing World. Londres Edward Elgar, 2012.
- 36** Allison Anderson et Amanda Gardiner. Improving Education Governance and Financing: A Bigger Role for the Private Sector, Brookings Blog, 2013.

- 37** Nokia, Nokia Mobile Mathematics, <https://projects.developer.nokia.com/Momaths>, site consulté le 27 août 2013.
- 38** Communication personnelle, Nokia, 2013.
- 39** Communication personnelle, Nokia, 2013.
- 40** UNESCO, Projets de développement professionnel des enseignants grâce aux technologies mobiles, au Mexique, au Nigéria, au Pakistan et au Sénégal, <http://www.unesco.org/new/fr/unesco/themes/icts/m4ed/teacher-support-and-development/teacher-development-with-mobile-technologies-projects-in-mexico-nigeria-pakistan-and-senegal/project-in-senegal/>, site consulté le 27 août 2013.
- 41** Communication personnelle, Pearson, 2013
- 42** Justin W. van Fleet. Scaling Up Corporate Social Investments in Education: Five Strategies That Work. Washington DC: The Brookings Institution, 2012.
- 43** Ibid.
- 44** FHI360, PRODEGE, the First Five Years Final Program Report, <http://www.fhi360.org/sites/default/files/media/documents/PRODEGE%20Phase%201%20Final%20Report.pdf>, site consulté le 28 août 2013.
- 45** Communication personnelle, Hindustan Construction Corporation.
- 46** Ibid.
- 47** Ibid.
- 48** Kevin Kalra, Corporate America: Generating Additional Values for Shareholders through Nonprofit Organizations. Communication présentée au Pacte mondial des Nations Unies au nom de la World Benefit Conference, 2006.
- 49** Fondation LEGO, Care for Education, <http://www.legofoundation.com/en-us/programs-and-partnerships/cases/care-for-education/>, site consulté le 25 août 2013.
- 50** Consultation publique sur le cadre de référence pour l'engagement des entreprises dans le domaine de l'éducation, 2013. Sarah Stawiski, Jennifer J. Deal et William Gentry, Employee Perceptions of Corporate Social Responsibility: The Implications for your Organization. Center for Creative Leadership, 2010.
- 51** Girl Rising est une campagne mondiale pour l'éducation des filles lancée par des journalistes du Documentary Group et de Paul G. Allen's Vulcan Productions, avec Intel Corporation comme partenaire stratégique. Voir <http://10x10act.org/what-is-girl-rising/>.
- 52** Intel Sponsors of Tomorrow™ est le slogan de la société ; il évoque un investissement pour l'avenir. Intel Sponsors of Tomorrow est une marque déposée d'Intel Corporation aux États-Unis et/ou dans d'autres pays.
- 53** Communication personnelle, Intel, 2013.
- 54** Intel, News Fact Sheet, http://download.intel.com/newsroom/kits/education/pdfs/Intel_Education_FactSheet.pdf, site consulté le 1er août 2013.
- 55** Communication personnelle, Sumitomo Chemical, 2013.
- 56** Ibid.
- 57** Ibid.
- 58** UNICEF, UNICEF's Corporate Partnerships: ING, http://www.unicef.org/corporate_partners/index_ING.html, site consulté le 28 août 2013.
- 59** ING Group, ING & UNICEF : <http://www.ingforsomethingbetter.com/our-approach/communities/ing-unicef/> UNICEF, site consulté le 28 août 2013. UNICEF's Corporate Partnerships: ING : http://www.unicef.org/corporate_partners/index_ING.html, site consulté le 28 août 2013.
- 60** Best Places to Work, Best Multinational Workplaces in Europe. <http://www.great-placetowork.net/best-companies/europe/europe/100-best-workplaces-in-europe>, site consulté le 28 août 2013.
- 61** Dangote Group. Workforce Development for Employment and Global Competitiveness, <http://www.slideshare.net/DangoteIndustries/workforce-development-for-employment-and-global-competitiveness>, site consulté le 1er août 2013.
- 62** Ibid.
- 63** Ibid.
- 64** Tea Leaf Vision, Projects and Programmes, <http://www.tealeafvision.com/page9.htm>, site consulté le 1er août 2013.
- 65** Communication personnelle, Janashakthi Insurance, 2013.
- 66** Ibid.
- 67** Tea Leaf Trust Newsletter, Tea Times, www.tealeaftrust.com/Spring_Newsletter_2012.pdf, site consulté le 1er août 2013. Tea Leaf Vision, Tea Leaf Vision - Our Beneficiaries, <http://www.tealeafvision.com/page6.htm>, site consulté le 1er août 2013.
- 68** James W. Pellegrino et Margaret L. Hilton (dir. publ.), Committee of Defining Deeper Learning and 21st Century Skills, Center for Education, Board on Testing and Assessment, Division of Behavioral and Social Sciences and Education, et National Research Council, Education for Life and Work: Developing Transferable Knowledge and Skills in the 21st Century. National Academies Press: Washington D.C., 2012.
- 69** UNESCO et UNICEF, 2012.
- 70** UNESCO, La scolarisation de millions d'enfants mise en péril par les réductions de l'aide. Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous. Document d'orientation 09. Paris, UNESCO, 2013.
- 71** UNESCO, Les enfants continuent de batailler pour aller à l'école. Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous. Document d'orientation 10. Paris, UNESCO, 2013.
- 72** UNESCO, Rapport mondial de suivi sur l'EPT. Paris, UNESCO, 2012.
- 73** Liam Crosby, Daphne Jayasinghe et David McNair, Food for Thought: Tackling child malnutrition to unlock potential and boost prosperity. Londres, Save the Children, 2013.
- 74** UNESCO, Rapport mondial de suivi sur l'EPT. Paris, UNESCO, 2012.
- 75** Ibid.
- 76** Ibid.
- 77** Ibid.
- 78** UNESCO. L'Éducation pour tous est abordable – d'ici à 2015 et au-delà. Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous. Document d'orientation 06. Paris, UNESCO, 2013
- 79** UNESCO, Rapport mondial de suivi sur l'EPT. Paris, UNESCO, 2012.
- 80** Ibid.

CRÉDITS PHOTOS :

COUVERTURE ©	UNICEF/BANA2013-00254/Haque
PAGE 5 ©	523265/UN Photo/Evan Schneider
PAGE 7 ©	UNICEF/NYHQ2007-0246/GIACOMO PIROZZI
PAGE 9 ©	UNICEF/NYHQ2006-1470/GIACOMO PIROZZI
PAGE 11 ©	UNICEF/NYHQ2009-1240/Pirozzi
PAGE 14 ©	UNICEF/MLIA2009-00227/Pirozzi
PAGE 17 ©	UNICEF/UGDA2011-00100/Tylle
PAGE 18 ©	UNICEF/NYHQ2003-0045/Noorani
PAGE 20 ©	UNICEF/INDA2013-00222/Altaf Qadri
PAGE 23 ©	533054/UN Photo/Staton Winter
PAGE 24 ©	UNESCO/Nicolas Axelrod
PAGE 27 ©	UNICEF/BANA2013-00691/Khan
PAGE 28 ©	UNICEF/NYHQ2011-1934/LeMoyne
PAGE 30 ©	UNICEF/NYHQ2006-0746/SHEHZAD NOORANI
PAGE 31 ©	UNICEF/SRLA2011-0363/Asselin

Les dix principes du Pacte mondial des Nations Unies

Le Pacte mondial des Nations Unies invite les entreprises à adopter, soutenir et mettre en oeuvre, dans leur sphère d'influence, un ensemble de valeurs fondamentales en matière de droits de l'homme, de normes du travail, d'environnement et de lutte contre la corruption.

DROITS DE L'HOMME

- Principe 1 Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme ;
- Principe 2 à veiller à ne pas se rendre complices de violations des droits de l'homme.

DROIT DU TRAVAIL

- Principe 3 Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective ;
- Principe 4 Élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire ;
- Principe 5 Abolition effective du travail des enfants ;
- Principe 6 Élimination de toute discrimination en matière d'emploi et de profession.

ENVIRONNEMENT

- Principe 7 Les entreprises sont invitées à adopter le principe de précaution face aux problèmes d'environnement ;
- Principe 8 à prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement ; et
- Principe 9 à favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

- Principe 10 Les entreprises sont invitées à lutter contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.

